

**Lutte contre le terrorisme - Irak -
Retour des djihadistes en France -
Intervention de Mme Nicole
Belloubet, garde des sceaux,
ministre de la justice, au Sénat
(Paris, 13 décembre 2017)**

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Sénateurs,

Comme M. le sénateur l'a souligné à l'instant, l'émergence de Daech a entraîné des conséquences majeures, aussi bien à titre individuel que du point de vue sociétal.

J'insisterai, dans ce propos introductif, sur la prise en charge judiciaire des «revenants» de la zone irako-syrienne. Elle diffère selon que les individus concernés sont majeurs ou mineurs.

Concernant les «revenants» majeurs, ils font l'objet, d'une part, d'une judiciarisation systématique, et, d'autre part, d'un suivi très individualisé.

La judiciarisation est désormais systématique pour les majeurs revenant de la zone irako-syrienne, et ce dès leur arrivée sur le territoire national. En effet, la politique pénale menée à l'égard des adultes qui reviennent des terrains de combat prévoit désormais une telle judiciarisation systématique dès lors qu'ont été recueillis suffisamment d'éléments permettant d'établir que ces individus se sont rendus sur zone pour rejoindre un groupe islamiste combattant.

En pratique, cela signifie que, dès leur arrivée sur le territoire français, tous les majeurs «revenants» - hommes ou femmes - font l'objet d'une mesure de garde à vue, suivie d'une mise en examen du chef d'association de malfaiteurs terroristes. Ils font par ailleurs l'objet, dans la grande majorité des cas, d'un placement en détention provisoire ou, plus rarement, de mesures de contrôle judiciaire.

La situation que je vous décris là est le fruit d'une évolution. En effet, jusqu'à la fin de l'année 2015, le parquet requérait la mise en examen et le renvoi de ces individus du chef d'association de malfaiteurs terroristes délictuelle. Ceux-ci avaient alors vocation, à l'issue de l'information judiciaire, à être jugés par la seizième chambre du tribunal correctionnel de Paris, devant laquelle ils encouraient une peine d'emprisonnement de dix années.

Mais, depuis la fin de l'année 2015, la politique pénale du parquet de Paris a évolué, de manière pragmatique, sans intervention d'un texte législatif, afin de faire coïncider les incriminations pratiquées avec l'activité réelle des organisations terroristes dont la commission

quotidienne de crimes d'atteinte aux personnes sur zone ne fait plus aucun doute. Il est donc désormais requis par le parquet de Paris la mise en examen des «revenants» adultes du chef d'association de malfaiteurs terroristes criminelle, et non plus simplement délictuelle, ce qui les expose à une peine de réclusion autrement plus sévère devant la cour d'assises spéciale de Paris, pouvant aller jusqu'à vingt ans pour les faits commis avant l'entrée en vigueur de la loi du 21 juillet 2016 et jusqu'à trente ans pour les faits commis après elle.

Les investigations judiciaires menées par les magistrats spécialisés parisiens sont tournées vers la démonstration que l'intéressé a effectivement participé sur zone, quel qu'ait été son rôle, au fonctionnement d'une organisation terroriste qui s'est livrée à des exactions ou à des actes de nature criminelle au préjudice de la population locale.

À ce jour, 244 majeurs sont recensés par les services de renseignement comme étant rentrés sur le territoire national après avoir séjourné en zone irako-syrienne, dont 178 hommes et 66 femmes. Parmi eux, 175 ont été «judiciarisés». Les 69 restants font tous l'objet d'un «suivi administratif» par les services de renseignement, c'est-à-dire par la DGSI.

Il convient, concernant ce suivi administratif, de distinguer deux catégories.

Une première catégorie regroupe un peu moins d'une quarantaine d'individus qui, après avoir fait l'objet d'une enquête judiciaire, n'ont pas été poursuivis faute, pour les enquêteurs, d'avoir réuni suffisamment d'indices de commission d'une infraction terroriste, tels que la preuve d'un séjour en Syrie ou en Irak ou de l'existence d'un contact avec des organisations terroristes. Dans cette hypothèse, après classement sans suite de la procédure, ces personnes continuent toutefois à être suivies par les services de renseignement afin de prévenir toute éventuelle menace. Il s'agit le plus souvent de femmes ayant séjourné peu de temps sur zone, et généralement au début du phénomène des filières irako-syriennes.

La seconde catégorie correspond à des individus qui n'ont pas encore été «judiciarisés», mais qui pourront l'être dans un futur proche lorsque les éléments recueillis par les services de renseignement le permettront. Il s'agit, en général, de retours anciens, intervenus à l'époque où la judiciarisation n'était pas systématique. Les services de renseignement procèdent alors à des enquêtes pour déterminer ce qu'il en est réellement.

Il convient d'observer que, parmi ces 69 individus faisant actuellement l'objet d'un «suivi administratif», deux ont vocation à être prochainement interpellés dans le cadre de procédures judiciaires.

Bien entendu, toutes ces personnes, hommes ou femmes, suivies par les services administratifs ont vocation à être «judiciarisées» à tout moment, dans l'hypothèse où elles apparaîtraient comme représentant une menace.

Les «revenants» majeurs font l'objet, outre d'une judiciarisation systématique depuis 2015, d'un suivi individualisé. J'évoquerai maintenant leur prise en charge par l'administration pénitentiaire et par les juges d'application des peines spécialisés.

Comme toutes les personnes détenues en lien avec le terrorisme islamiste, les majeurs «revenants» ont vocation, à leur arrivée en détention, à être orientés vers des quartiers d'évaluation de la radicalisation, les QER, afin que leur dangerosité puisse être appréciée.

Sur la base de cette évaluation, qui dure au maximum quatre mois, l'administration choisit ensuite le régime de détention le plus adapté au profil de l'individu au sein de l'un des soixante-dix-huit établissements retenus pour accueillir ce type de détenus. Ces personnes ont vocation à faire l'objet de mesures de suivi particulières de la part des services du renseignement pénitentiaire. Ceux-ci existent désormais dans chaque établissement pénitentiaire et font l'objet d'une centralisation au sein du bureau central du renseignement pénitentiaire, le BCRP.

La montée en puissance du renseignement pénitentiaire depuis sa création récente s'est accompagnée d'un renforcement de ses effectifs. Ainsi, le projet de loi de finances pour 2018 prévoit de créer trente-cinq emplois supplémentaires pour le renseignement pénitentiaire, emplois destinés à renforcer le premier niveau de renseignement dans les établissements les plus sensibles, notamment en région parisienne.

Un autre aspect fondamental du renforcement du renseignement pénitentiaire tient à la professionnalisation de ses agents, notamment par des actions de formation spécifiques, et à l'acquisition d'une autonomie technique par rapport aux autres services de renseignement, grâce à l'achat de son propre matériel.

Je dirai maintenant quelques mots sur le dispositif de suivi post-incarcération qui attend les détenus revenant des terrains de combat à leur sortie de détention, qui interviendra nécessairement un jour ou l'autre, une fois qu'ils auront purgé leur peine. Il ne faut donc pas négliger cet aspect de la question.

Depuis le début de l'année, tous les détenus radicalisés quittant la détention, que ce soit à l'issue d'une peine ou d'une mesure de détention provisoire, font systématiquement l'objet d'une «note de signalement» très détaillée - j'ai pu en voir plusieurs - rédigée par l'administration pénitentiaire. Cette note est diffusée par le BCRP à tous les services de renseignement partenaires, ainsi qu'à la gendarmerie de l'endroit où réside la personne après sa sortie de prison. Le cas échéant, cette fiche est également envoyée aux services pénitentiaires d'insertion et de probation, les SPIP, si les individus sortants font l'objet d'une peine en milieu ouvert.

Par ailleurs, les détenus sortant à l'issue d'une peine font l'objet d'un suivi judiciaire spécifique par deux juges d'application des peines spécialisés en matière de terrorisme, ou JAPAT. Ces magistrats disposent d'une compétence nationale et exclusive pour suivre les personnes condamnées par les juridictions spécialisées parisiennes, et ce quel que soit leur lieu de détention ou de résidence. Cette spécialisation de la fonction garantit une unité et une continuité de jurisprudence.

J'évoquerai enfin la prise en charge des mineurs revenant des terrains de combat.

La prise en charge des mineurs «revenants» varie en fonction de leur âge. Dans la grande majorité des cas, l'engagement de poursuites pénales n'apparaît pas justifié, notamment au regard du très jeune âge de ces enfants : la plupart d'entre eux ont en effet moins de 10 ans. Ces mineurs font alors l'objet de mesures d'assistance éducative ordonnées par un juge des enfants, qui les reçoit dès leur arrivée sur le territoire national. Ces mesures sont suivies par les services de la protection judiciaire de la jeunesse, la PJJ, et par ceux de l'aide sociale à l'enfance, l'ASE. À ce jour, cinquante-six mineurs sont concernés par le dispositif.

Lorsque cela apparaît opportun, des poursuites pénales peuvent par ailleurs être diligentées sur l'initiative du procureur de la République. Cela concerne plutôt les mineurs adolescents. Huit mineurs ont été recensés comme faisant ou ayant fait l'objet de poursuites pénales.

Dès leur arrivée sur le territoire national, tous ces mineurs font l'objet d'une prise en charge psychothérapeutique et psychologique en raison de leur extrême fragilité, eu égard à ce qu'ils ont vécu.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, les autorités irakiennes entendent juger elles-mêmes les personnes qui auraient commis des crimes sur leur territoire et n'ont pas l'intention d'extrader les ressortissants étrangers mis en cause à ce titre. Nous n'y pouvons rien, bien entendu, et il n'est pas question d'aller chercher en Irak des ressortissants français ; nous n'avons pas de raison de le faire.

Par ailleurs, concernant ceux qui reviennent sur le territoire français, les dispositions en vigueur sont-elles suffisantes pour protéger nos concitoyens contre la menace djihadiste ? Effectivement, certains «revenants» ayant purgé leur peine vont sortir de prison : l'État de droit, dans lequel nous nous inscrivons tous, le commande. Le suivi précis que j'ai exposé tout à l'heure, avec des fiches de renseignement extrêmement détaillées et largement diffusées, me semble de nature à nous prémunir contre des risques supplémentaires.

Vous demandez également si nos règles sont suffisantes. Depuis 2016, dans la pratique, le procureur de Paris a renforcé les sanctions en criminalisant ce qui n'était auparavant que délictuel. En vertu de cette politique, des individus peuvent être aujourd'hui condamnés jusqu'à trente ans de prison, contre dix ans auparavant.

(Interventions des parlementaires)

Comme je l'indiquais dans mon propos introductif, toute personne qui revient sur le territoire national fait désormais l'objet d'une judiciarisation systématique. Depuis la loi de juillet 2016, les individus concernés peuvent être condamnés par la cour d'assises spéciale à une peine de prison de trente ans, ce qui est très sévère. Par ailleurs, des politiques de suivi

post-incarcération, sur lesquelles je ne reviendrai pas, ont été mises en place.

En ce qui concerne les personnes encore sur zone qui demandent à être rapatriées, leur situation sera examinée au cas par cas par le Quai d'Orsay. Si elles reviennent, elles feront l'objet d'une judiciarisation systématique. En fait, il y a aujourd'hui peu de demandes de retour. Nous pensons que les personnes présentes dans les zones de combat se tourneront vers d'autres filières, que l'on commence à voir se dessiner mais qui ne sont pas encore complètement stabilisées.

(Interventions des parlementaires)

Madame la Ministre, je suis assez étonnée par votre question. Dès lors qu'une enquête judiciaire est en cours, quel que soit le sujet, je fais savoir systématiquement au président de l'assemblée qui me saisit que l'existence de cette procédure rend difficilement envisageable la mise en place d'une commission d'enquête. C'est la réponse que j'ai faite il y a peu au président du Sénat sur le sujet que vous évoquez, dans la mesure où de nombreuses procédures judiciaires sont en cours.

(Interventions des parlementaires)

Il n'est pas facile de répondre à cette question sur les demandeurs d'asile. La justice a la volonté extrêmement forte de lutter, en lien avec la police, contre les filières d'immigration irrégulière, qui peuvent contribuer à faire entrer en France des individus liés à des réseaux terroristes, même si bien évidemment tel n'est pas le cas de la plupart des immigrants clandestins. Je n'entrerai pas ici dans le détail des mesures mises en place pour lutter contre ces filières.

Par ailleurs, les personnes entrant sur notre territoire peuvent également être des mineurs non accompagnés. Le Premier ministre l'a annoncé, nous allons faire en sorte que ces derniers fassent l'objet d'une évaluation beaucoup plus homogène, menée en étroite concertation par les services de la police aux frontières et ceux de la justice. Il convient d'harmoniser les procédures et de créer, le cas échéant, un fichier afin de repérer les mineurs qui se présenteraient dans plusieurs départements.

Enfin et surtout, il existe une collaboration permanente et extrêmement étroite entre la section C1 du parquet de Paris, qui traite des questions de terrorisme, et la DGSI.

Autrement dit, nous essayons de resserrer l'ensemble des maillons de la chaîne.

(Interventions des parlementaires)

Il s'agit effectivement d'une question extrêmement douloureuse sur le plan humain. Dans ce genre de situations, le parquet de Paris fonde les poursuites sur une incrimination d'association

de malfaiteurs terroriste criminelle, laquelle permet de punir le simple fait d'avoir rejoint une organisation terroriste qui s'est livrée à des crimes sur place. C'est le choix de l'efficacité qui est ainsi fait par le parquet de Paris, en vue de réunir les preuves de la participation des intéressés à l'organisation terroriste.

Cela étant, si, au cours de l'enquête, il apparaît que d'autres incriminations peuvent être retenues, elles le seront. Les qualifications de génocide, de crime contre l'humanité ou de traite des êtres humains ne peuvent être envisagées qu'au cas par cas, en fonction des éléments de preuve dont pourra disposer la justice.

La politique pénale actuelle est fondée sur un souci de pragmatisme. C'est pourquoi nous sommes d'abord conduits à retenir l'incrimination que j'ai mentionnée.

(Interventions des parlementaires)

Mesdames les Sénatrices, j'avais eu l'occasion de vous rencontrer pour discuter de votre rapport et avais beaucoup apprécié les propositions qu'il contenait.

Vous expliquez que ces femmes sont parties en Syrie trompées par une sorte de mirage romantique, croyant trouver là-bas le mari idéal, qui, nous le savons toutes, n'existe pas...

Elles sont systématiquement judiciairisées à leur retour en France. On considère en effet que leur rôle n'a pas été purement domestique. On sait que, en réalité, leur contribution s'inscrivait la plupart du temps pleinement dans la construction de l'État islamique. Elles souhaitent assurer l'éducation des enfants et apporter par leur adhésion et leur présence un soutien au califat.

L'évaluation dont elles font l'objet à leur retour est pluridisciplinaire, menée par des personnes formées à cette fin. Si les mères doivent rester en détention, les enfants sont pris en charge par la protection judiciaire de la jeunesse, qui organise des visites.

Enfin, le ministère de la justice soutient de très nombreuses associations qui assurent la réinsertion sociale après la détention ou lorsque ces femmes sont placées sous contrôle judiciaire. Nous souhaitons développer cette action, qui n'est pas encore suffisante aujourd'hui.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, vous dites que ces enfants mineurs nés sur les terrains de combat n'ont pas demandé à y aller et qu'il faut porter sur eux un regard spécifique. Je l'entends, mais, en même temps, nous ne pouvons pas ignorer ce qu'ils ont vu, les traumatismes qu'ils ont subis, autant d'éléments qui ont pu déterminer leur manière d'être et de se comporter.

C'est la raison pour laquelle, je le répète, tout mineur qui rentre d'un terrain de combat est systématiquement pris en charge par un juge, qui va procéder à une évaluation. Bien évidemment, on ne va pas mettre les plus jeunes en prison, ce qui ne serait pas possible de toute façon. Ils sont pris en charge par des services spécialisés, notamment la protection judiciaire de la jeunesse, qui met en place des programmes tout à fait spécifiques. Les adolescents peuvent être, le cas échéant, sanctionnés pénalement, enfants-soldats ou pas, Madame la Sénatrice.

J'ai eu l'occasion de rencontrer des associations qui prennent en charge ces jeunes. Ceux que j'ai vus n'ont pas été sur les terrains de combat, mais ils étaient en voie de radicalisation. Ils sont accompagnés 24 heures sur 24 par des éducateurs qui se relaient en permanence auprès d'eux et qui les accompagnent dans des activités adaptées, y compris un retour à l'école. Ces programmes sont assez onéreux, mais nous espérons qu'ils pourront donner des résultats satisfaisants.

Concernant le dispositif RIVE, Monsieur le Sénateur, il est conçu uniquement pour les adultes, mais la prise en charge par des associations spécialisées que j'évoquais à l'instant s'apparente à une adaptation de RIVE aux mineurs.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, votre analyse est juste. Les services de la DGSE nous disent que beaucoup de Français ayant séjourné dans les zones de combat s'orientent vers d'autres filières, d'autres pays, en Asie ou au Sahel. La DGSE joue un rôle important dans le suivi de ces Français qui se trouvent sur les terrains de combat.

Vous me demandez si les forces de sécurité intérieure sont susceptibles de faire remonter suffisamment de renseignements afin que, le cas échéant, nous puissions suivre ces personnes à leur retour sur le territoire national.

Des groupes de travail se réunissent régulièrement autour des préfets pour faire un bilan sur l'ensemble des personnes qui peuvent être signalées par la DGSI, la DGSE, les services de la protection judiciaire de la jeunesse ou les procureurs, qui ont reçu instruction spécifique de communiquer au préfet les informations dont ils disposent.

Nous souhaitons modifier la phase d'évaluation des mineurs non accompagnés, afin qu'elle soit reprise en charge financièrement par l'État. L'idée est d'aboutir à des évaluations harmonisées. Je souhaite également la constitution d'un fichier de ces mineurs, de sorte qu'ils ne déplacent pas sur le territoire pour tenter de se faire reconnaître mineurs dans un département alors qu'ils auraient été déclarés majeurs dans un autre.

Je n'aime pas utiliser le mot «fichier» pour des mineurs, mais, du point de vue des empreintes génétiques, il faudra bien que nous puissions disposer d'éléments nous permettant de nous assurer que l'évaluation faite dans un département soit reconnue par tous les autres.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, vous m'interpellez sur la nécessité de renforcer l'approche européenne en matière de lutte contre le retour des djihadistes. Vous avez cité à juste titre le RAN, qui joue un rôle essentiel de ce point de vue.

Adopter une approche européenne me semble pertinent, d'autres États que la France étant confrontés au retour de combattants de la zone irako-syrienne. Des échanges informels sur ce sujet ont eu lieu au sein des groupes de travail du conseil. Europol, Eurojust et Interpol, ainsi que le coordonnateur européen de la lutte contre le terrorisme, Gilles de Kerchove, y participent étroitement. Ces échanges sont extrêmement intéressants, parce qu'ils permettent d'avoir une meilleure connaissance au niveau européen de l'ampleur du phénomène et de partager entre États les «bonnes pratiques», si j'ose dire, pour faire face à ce problème.

L'Union européenne a également adopté, le 15 mars 2017, une nouvelle directive relative à la lutte contre le terrorisme, qui vise à incriminer de manière uniforme sur le territoire européen le fait de partir à l'étranger pour y recevoir un entraînement à des fins terroristes ou de financer et organiser de tels voyages.

Cette harmonisation européenne est extrêmement intéressante. Elle permettra de lutter contre le forum shopping et d'éviter que les États membres qui ont une législation plus permissive que d'autres constituent en quelque sorte des territoires refuges pour les «revenants». Notre propre législation est déjà conforme à cette directive, qui entrera en vigueur au mois de septembre prochain.

J'ai eu très récemment l'occasion de parler avec le commissaire européen chargé de ces dossiers. Il souhaite vivement s'appuyer sur l'expérience de la France, estimant que nous avons une longueur d'avance sur bien des États européens, notamment en matière de lutte contre la radicalisation. Je ne sais si cette réputation est légitime ou simplement présumée. Quoi qu'il en soit, ce commissaire était venu expressément pour me rencontrer et pour que nous lui exposions l'arsenal législatif dont nous disposons en la matière.

(Interventions des parlementaires)

Oui, Monsieur le Sénateur, je suis convaincue que la répression est une arme. Mais nous sommes dans un État de droit, et tout individu qui a purgé sa peine l'a purgée... À titre personnel, c'est un principe sur lequel je ne reviendrai pas.

Je partage bon nombre de vos analyses, Monsieur le Sénateur. Les personnes qui reviennent des terrains de combat sont en effet souvent endoctrinées, ou l'ont été. En tout cas, toutes sont en rupture totale avec les principes républicains que nous défendons. À ce titre, ces personnes doivent bien entendu être présentées à un juge et, bien entendu, recevoir une sanction adaptée aux faits qu'elles ont commis, l'association de malfaiteurs terroriste pouvant aujourd'hui être criminalisée.

Vous faites part de votre souhait d'ôter à ces personnes toute capacité de nuisance. C'est exactement ce que nous cherchons à faire dans le cadre de notre État de droit, avec des sanctions puissantes, puis un suivi au moyen d'un contrôle administratif extrêmement resserré, afin d'éviter que ces personnes ne commettent un nouvel attentat. Cette démarche est conforme à nos principes républicains.

Je ne souhaite pas rouvrir ici le débat sur la déchéance de la nationalité, mais celle-ci existe en droit français. Elle a d'ailleurs été confirmée par le Conseil constitutionnel, mais ne peut être prononcée qu'à l'égard de personnes possédant une double nationalité. Ce n'est donc que dans ce cadre que cette mesure peut, le cas échéant, être prise. Je ne pense pas qu'il faille en étendre le champ.

(Interventions des parlementaires)

Madame la Sénatrice, votre question a le mérite de synthétiser un bon nombre des observations précédemment formulées.

Comment empêcher les «familles» de retour en France de nuire ? Il me semble -j'espère ne pas me leurrer - que le dispositif en place que j'ai décrit tout à l'heure est un filet aux mailles assez serrées. La plupart des hommes et des femmes qui reviennent en France sont soit placés en détention, soit soumis à un contrôle judiciaire. Les enfants font l'objet, a minima, d'une mesure d'assistance éducative prise par un juge des enfants s'ils sont mineurs et, s'ils sont adolescents, ils peuvent, en cas d'incrimination pénale, être placés en détention.

Je ne vois pas, à ce stade, ce qui peut nous échapper, étant donné la puissance de nos services de renseignement et le volontarisme des services de sécurité intérieure et de justice. Certes, il pourrait arriver que des personnes que nous n'aurions pas repérées auparavant reviennent en France, mais cela devient extrêmement improbable aujourd'hui, vu l'extrême vigilance de l'ensemble des services de renseignement.

Je n'ai pas à livrer les secrets des conseils de défense, mais je puis vous assurer que, chaque semaine, nous pointons exactement qui est où et qui fait quoi. Le suivi extrêmement précis. Toutes les dispositions sont prises pour assurer au maximum la sécurité de nos concitoyens.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, je vous remercie de votre question, qui recouvre de très nombreux sujets.

Vous avez d'abord évoqué le retour de Syrie et d'Irak de combattants que vous qualifiez de «repentis» parce qu'ils coopèrent d'eux-mêmes, ou du moins prétendent le vouloir.

Quelle que soit l'hypothèse de l'appréhension - capture ou reddition - de nos ressortissants après un séjour sur les territoires de combat au contact des organisations terroristes, le gouvernement français a clairement fait le choix de ne pas mener de politique active de rapatriement. La situation des combattants terroristes français est ainsi traitée selon diverses modalités, mais, je le redis, toujours au cas par cas.

Concernant ceux qui ont été capturés ou se sont rendus aux forces armées sur zone, les autorités irakiennes ont fait part de leur souhait de les juger sur leur territoire et de leur volonté de ne pas les extraditer. Nous en prenons acte.

La plupart des ressortissants français, mineurs comme majeurs, qui ont été capturés sur zone en Syrie sont remis par les factions armées aux autorités turques, voire aux autorités irakiennes. Lorsqu'ils sont appréhendés par les autorités turques après franchissement de la frontière, les ressortissants français sont pris en compte, sur un plan administratif, en vertu du protocole franco-turc dit «protocole Cazeneuve», qui prévoit leur placement en centre de rétention avant leur expulsion vers la France. Une fois expulsées vers la France, ces personnes sont systématiquement judiciairisées.

Vous avez également évoqué, Monsieur le Sénateur, la question de la déradicalisation de ces personnes, en faisant valoir que le mot est sans doute peu approprié, la radicalisation renvoyant à une forme d'absolu dans un courant de pensée. Comme vous, je pense que le mot «déradicalisation» n'est pas pertinent. Je crois d'ailleurs que Mesdames les Sénatrices l'avaient fait observer dans leur rapport d'information.

Il s'agit plutôt de «désengager» des personnes d'un phénomène de violence exacerbée. L'efficacité des dispositifs de désengagement est, à ce stade, réelle, en tout cas pour des personnes ayant été modérément engagées, si je puis dire, dans un processus de violence. Ce constat ne nous empêche pas de continuer notre travail sur ce plan.

(Interventions des parlementaires)

Madame la Sénatrice, vous abordez la question du traitement des enfants mineurs de manière extrêmement fine et précise. Eu égard à ce qu'ils ont subi, vous dites qu'ils peuvent être de «véritables bombes à retardement». C'est un risque, en effet, aussi bien pour eux-mêmes que pour la société.

La plupart des mineurs qui reviennent des terrains de combat sont très jeunes : les trois quarts d'entre eux sont âgés de moins de 10 ans.

Lorsqu'ils arrivent en France, ces mineurs font systématiquement l'objet d'une ordonnance de placement provisoire puis d'une saisine d'un juge des enfants, dans le cadre d'une procédure d'assistance éducative. Un bilan psychosomatique complet et systématique est pratiqué pour chacun d'entre eux à l'entrée sur le territoire.

Le juge des enfants sollicite une évaluation très précise de leur situation par les services de la protection judiciaire de la jeunesse pendant six mois.

Par la suite, le mineur va faire l'objet d'une prise en charge et d'un accompagnement renforcés, qui associent les compétences des services de la PJJ et celles des conseils départementaux. Lorsqu'ils sont placés, ils font l'objet, et c'est nouveau, d'une double mesure de placement au titre de l'aide sociale à l'enfance et d'assistance éducative en milieu ouvert par la PJJ. Cela me semble important.

Pour ce qui est de l'école, une instruction interministérielle signée en mars 2017 prévoit une scolarisation systématique, en tout cas pour ceux qui sont en capacité de la suivre. Par ailleurs, les cellules départementales de suivi pour la prévention de la radicalisation et l'accompagnement des familles permettent d'informer l'éducation nationale, qui peut alors désigner, pour l'inscription du mineur, l'établissement le plus adapté à sa situation.

J'insiste sur l'investissement des professionnels qui suivent les enfants, qu'il s'agisse des juges des enfants, des services de la PJJ, des services de l'aide sociale à l'enfance ou des services de santé. Ces mesures nécessitent en effet d'être adaptées de manière extrêmement précise à chacun des enfants. Nous essayons donc, là aussi, d'assurer un suivi très étroit.

(Interventions des parlementaires)

Madame la Sénatrice, j'avoue me poser très fréquemment cette question. À vrai dire, je ne sais pas si toutes ces personnes pourront se réinsérer dans la société. Je le souhaiterais, comme la plupart d'entre vous, mais j'ignore si ce sera toujours possible. Si certaines d'entre elles ne parviennent pas à se réinsérer, qu'en ferons-nous ? C'est un vrai sujet. Seront-elles éternellement suivies par les services de renseignement ? Je crois malgré tout qu'un certain nombre de ces personnes peuvent être réinsérées. C'est le devoir de la société de tenter cette réinsertion.

Vous dites que plusieurs centaines de Français se trouvent encore sur les terrains de combat. Les chiffres que vous avez donnés sont ceux dont nous disposons. Nous nous attendions à un afflux de «revenants», le territoire contrôlé par l'État islamique ne cessant de rétrécir, mais nous ne constatons rien de tel. Cela ne veut pas dire que ces personnes ne reviendront pas un jour, mais, pour l'heure, ce n'est pas le cas.

Sans répéter tout ce que j'ai déjà dit sur la prise en charge des personnes qui reviennent, je me bornerai à souligner qu'il existe une véritable articulation entre la détention et ce qui la suit, dont la finalité est la réinsertion. Le rôle du juge de l'application des peines est de travailler sur la suite de la détention. C'est aussi celui des services pénitentiaires d'insertion et de probation, les SPIP, dont je veux absolument accroître le nombre au travers de la loi de programmation quinquennale que je vous présenterai, car je considère qu'ils jouent un rôle capital pour la réinsertion, y compris celle des personnes qui, à un moment donné, ont pu verser dans le terrorisme. Nous travaillons en outre avec un nombre très important d'associations. Je parlais tout à l'heure du projet RIVE, mais je pourrais également citer d'autres expériences menées sur

d'autres territoires français. La démarche engagée à Mulhouse, par exemple, est tout à fait remarquable.

Nous ne laissons pas les gens entre les seules mains des services de renseignement. Nous menons aussi un travail de réinsertion.

(Interventions des parlementaires)

Je vous remercie, Madame la Sénatrice, d'avoir rendu hommage au père Hamel.

Vous avez raison de dire que la menace ne faiblit pas. Une des difficultés, c'est que nous ne savons pas exactement d'où elle peut venir. Je ne suis pas certaine, pour ma part, qu'elle émane seulement des gens de retour de Syrie. S'il y a des personnes en France qui sont très surveillées, ce sont elles !

La menace est très forte, mais elle est diffuse ; elle n'est peut-être pas aussi facilement repérable parmi ceux qui reviennent de Syrie.

Je le répète, la France ne mène aucune politique active de rapatriement. J'ai cité l'exemple de l'Irak, qui entend juger les ressortissants français qui ont commis des crimes sur son territoire ; dont acte. Pour la Syrie, la situation est un peu différente, les ressortissants français étant souvent remis à la France via les autorités turques ; là encore, nous en prenons acte.

Nous traitons les personnes de retour en France au cas par cas. Je prendrai l'exemple d'une Française actuellement incarcérée en Irak, qui y sera donc jugée. Cette femme a quatre enfants, dont elle demande le rapatriement en France. Le Quai d'Orsay, parce qu'il s'agit d'enfants très jeunes, étudie les moyens de les rapatrier. S'ils le sont, nous les prendrons en charge judiciairement.

Enfin, je tiens à préciser, Madame la Sénatrice, qu'aucun statut de repentir n'a été, à ce jour, accordé à des combattants français sur zone irako-syrienne.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, le contexte que vous avez décrit à grandes lignes, de manière assez juste d'ailleurs, n'est pas mon héritage, mais celui, collectif, de la République, de la Nation.

Vous opposez l'État de droit, que nous défendons tous et qui par essence est un État rationnel, fondé sur le respect de la règle, à des personnes poussées à l'action violente au nom de principes prétendument religieux, mues par un idéal qu'elles ne trouvent pas ailleurs, par une fragilité psychologique ou par tout autre motif de nature économique ou sociale. Peu importe, le fait est là.

Vous parlez de frontières «poreuses». Je vous ferai observer que le ministre d'État, ministre de l'intérieur, a pris un certain nombre de dispositions permettant d'assurer un contrôle renforcé aux frontières. Je pense notamment aux mesures dérogatoires au mécanisme Schengen, qui placent la France, comme d'autres États européens, dans une situation singulière. Le président de la République a également souhaité renforcer le contrôle aux frontières.

Concernant la fermeture des mosquées salafistes, je vous rappelle que la loi sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme récemment adoptée ouvre la possibilité de fermer de tels lieux par le biais d'une mesure administrative. Ces dispositions existent ; elles peuvent être appliquées.

Enfin, il est exact que, pour l'heure, la liste des personnes fichées «S» n'est pas communiquée aux élus. Elle est réservée aux services de l'État.

(Interventions des parlementaires)

Monsieur le Sénateur, vous vous interrogez à la fois sur l'efficacité des processus de déradicalisation et sur le renforcement de l'harmonisation de ces politiques à l'échelle européenne.

Le RAN évoque généralement le dispositif français de prise en charge des personnes, notamment mineures, de retour de Syrie de manière très positive, comme un exemple qui mérite de faire partie des bonnes pratiques à diffuser. À l'échelle européenne, les conseils Justice et affaires intérieures ont une position très volontariste sur ce sujet et souhaitent effectivement le partage des bonnes pratiques.

En ce qui concerne l'efficacité des dispositifs de déradicalisation, il nous semble que ce qui fonctionne bien repose sur un suivi au cas par cas, mobilisant les associations, les services de la protection judiciaire de la jeunesse ou, en prison, les services pénitentiaires d'insertion et de probation, les SPIP. C'est avec cette approche que nous pouvons obtenir les meilleurs résultats. J'ai pu constater que, dans certains cas, elle produit des résultats que l'on peut espérer définitifs.

Ce traitement au cas par cas n'exclut évidemment pas que le gouvernement mène une réflexion globale sur une intégration économique et sociale des différentes populations dans nos cités. Les questions que vous évoquez, Monsieur le Sénateur, dépassent à mon avis très largement le cadre strict du processus de déradicalisation, pour inclure des problématiques beaucoup plus larges de politique de la ville./.

(Source : site Internet du Sénat)